



## Communiqué

### Les citoyens ont besoin de tout autre chose que de délocalisations, désertifications et suppressions des services publics

**A**près avoir annoncé le plan de restructuration des Armées, qui conduit à 54 000 suppressions d'emplois, le gouvernement cherche à faire croire que ce dispositif pourrait être « compensé » par la délocalisation de 5 000 emplois d'administration centrale.

Pour l'UGFF, ces mesures ne visent en rien à une meilleure implantation des services publics dans les territoires. Les délocalisations ne sont qu'un autre volet du démantèlement de la Fonction publique qui s'ajoute aux fermetures des services locaux de l'Etat. Elles visent à accélérer les restructurations des services publics en les affaiblissant et en organisant leur mise en concurrence.

Les services visés sont d'ailleurs très représentés sur le terrain. On s'attaque aux sièges en les délocalisant, comme aux implantations locales. Ainsi est annoncée la délocalisation du siège de l'ONF. Dans le même temps, la direction de cette administration met en œuvre un plan des agences locales et de suppressions massives d'emplois.

A la Météo, après le transfert des services centraux à Toulouse, la direction veut maintenant supprimer la moitié des stations départementales. **Pour empêcher la mobilisation et l'expression démocratique des personnels, les pouvoirs publics ont recours à l'utilisation éhontée de la force contre les agents. L'UGFF condamne avec la plus grande vigueur de telles exactions.**

Les tribunaux de proximité seront réduits à la portion congrue avec la nouvelle carte judiciaire.

Le Président de la République et son gouvernement ciblent aussi l'INSEE.

Un pôle national de la statistique publique serait créé à Metz, mais, le service de la statistique existe déjà avec l'INSEE dont les 2/3 des personnels travaillent dans les régions.

L'UGFF considère indispensable le maintien des services publics de la statistique de qualité au service de l'intérêt général et non de l'intérêt partisan. Elle sera aux cotés des personnels qui seront en grève le **21 octobre** contre un véritable plan de démantèlement des services de la statistique.

L'UGFF appelle à la convergence des luttes contre les délocalisations et suppressions des services publics de proximité. Elle demande l'arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction publique programmées jusqu'en 2012 qui vont se traduire par la mise en cause de tous les services publics avec l'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

Pour l'UGFF, le vrai « retour de l'Etat », ce n'est pas de faire payer aux contribuables les milliards perdus par les profiteurs du système capitaliste, c'est renforcer et améliorer la qualité du service public rendu aux usagers, ce qui passe notamment par une meilleure présence de la Fonction publique partout.

Montreuil, le 20 octobre 2008

263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cédex

Téléphone : 01.48.18.82.31 – Télécopie : 01.48.18.82.11 – Courrier électronique : [ugff@cgt.fr](mailto:ugff@cgt.fr)

Site internet : [www.ugff.cgt.fr](http://www.ugff.cgt.fr) – Numéro de Siret : 784312043 - 00036.